

Entre l'Inde qui brille et l'Inde qui pleure

Aurélie Leroy

Numéro 773, juillet-août 2014

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71981ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Leroy, A. (2014). Entre l'Inde qui brille et l'Inde qui pleure. *Relations*, (773), 14-16.

Entre l'Inde qui brille et l'Inde qui pleure

La croissance économique n'est pas synonyme de développement pour tous en Inde. Les inégalités y ont explosé au cours des dernières décennies et l'arrivée au pouvoir du gouvernement affairiste de Narendra Modi n'augure rien de bon pour y remédier.

AURÉLIE LEROY

L'auteure, historienne, est chargée d'étude au Centre tricontinental (CETRI) et a coordonné le dossier « L'Inde, une modernité controversée » (septembre 2011) de la revue *Alternatives Sud*

L'Inde vient de réussir la prouesse de mener à bien le plus grand scrutin jamais organisé dans le monde. Quelque 815 millions d'électeurs ont été appelés aux urnes pour renouveler la chambre basse du Parlement et désigner le nouveau premier ministre – Narendra Modi, chef du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), parti nationaliste hindou – qui dirigera le pays pendant cinq ans. La réalisation d'une telle performance met en lumière plusieurs atouts de la démocratie indienne. Outre des élections libres et un multipartisme bien ancré, l'Inde se démarque par des taux de participation allant croissant depuis l'indépendance et qui ont atteint le taux record de 66,38% en 2014. Fait spécifique au sous-continent : les masses pauvres et analphabètes, politisées, votent massivement. Le fracas créé autour de la lutte contre la corruption a aussi incité nombre de jeunes à voter pour la première fois.

La nature démocratique du régime est un élément central du *soft power* indien que les autorités n'ont jamais manqué d'exploiter et de valoriser à leur avantage, mais le potentiel d'attraction du pays s'est considérablement accru lorsque libéralisation politique et dynamisme économique en sont venus à coïncider au tournant des années 1990, après les réformes adoptées par les autorités en bonne entente avec les institutions internationales. Cette singularité de l'acteur indien, dont les équivalents sont rares dans l'espace asiatique, est un élément qui a contribué à sa reconnaissance internationale comme puissance émergente.

Les réformes ont incontestablement dopé la croissance. La dérégulation interne de l'économie et son ouverture progressive vers l'extérieur ont marqué un tournant par rapport au modèle d'économie mixte et socialisante à la Nehru. Le système des licences qui bridait jusque-là les entrepreneurs indiens a été démantelé, laissant libre cours à leur esprit d'entreprise et à leur ambition. Sur le plan des relations économiques extérieures, des mesures importantes ont été décidées telles que la levée graduelle des quotas à l'importation, l'abaissement des droits de douane, la dévaluation de la monnaie et l'ouverture aux investissements étrangers.

Si ces réformes ont permis à l'Inde de se défaire de l'image de pays pauvre qui lui était associée, elles ont par contre échoué à résorber la pauvreté de masse. Les bienfaits annoncés de la « croissance inclusive » ne se sont ainsi pas avérés. Outre le fait que la croissance elle-même a fléchi – un taux de 5% en 2012 et 2013, par rapport à une moyenne de 8,2% entre 2007 et 2011 –, les retombées positives de celle-ci n'ont pas « ruisselé » jusqu'aux couches les plus pauvres de la population. En réalité, en misant sur le développement des classes moyennes urbaines et instruites et d'un secteur de l'économie (les services de pointe et de haute technologie), les dirigeants indiens ont favorisé l'émergence d'un segment de la population au détriment de l'ensemble. Les inégalités ont explosé, des fortunes colossales ont été créées et une classe moyenne (entre 10% et 15% de la population) a émergé.

Le fait qu'on estime que 70% de la population continue à vivre avec moins de deux dollars par jour n'est sans doute pas étranger au fait que les campagnes ont été les grandes oubliées, dans un pays où la majorité de la population reste rurale. Le taux de croissance annuel moyen du produit agricole a été d'à peine 2% dans les années 2000-2010 – sa part dans l'économie nationale ne cessant de diminuer –, alors que les secteurs industriels et des services enregistraient des taux records.

Le modèle d'économie mixte, en dépit des limites et contradictions qui le caractérisaient, était parvenu à mieux





Photo : Bruno Ricca, 2013

contenir les inégalités. Avec le virage néolibéral des années 1990, les différences socioéconomiques entre les castes, les classes et les communautés religieuses se sont accentuées, les lignes de fracture entre les régions se sont intensifiées et l'asymétrie dans les rapports entre hommes et femmes a été maintenue, voire renforcée. «Inde qui brille» et «Inde qui pleure» se côtoient. Classe moyenne urbaine dorée d'un côté; ruraux, *dalits* («intouchables»), *Adivasis* (tribus autochtones) et musulmans de l'autre. Deux trajectoires opposées d'un même «développement».

Ainsi, le départ de Manmohan Singh, qui a été l'un des grands architectes des réformes néolibérales des années 1990 et premier ministre sans interruption depuis 2004 (un fait rare en Inde), laisse entrevoir un héritage mitigé.

BILAN DE DEUX COALITIONS UPA

Le premier gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA), une coalition dominée par le parti du Congrès national indien (communément appelé le Congrès), a été généralement apprécié de 2004 à 2009. Profitant d'une conjoncture économique favorable, il a réussi à créer un «équilibre» entre le programme pro-marché du premier ministre Singh et les préoccupations sociales portées par la figure emblématique de Sonia Gandhi, chef de file du parti du Congrès. Des politiques innovantes ont été mises en place. Mentionnons la *Loi nationale de garantie de l'emploi rural* qui garantit 100 jours de travail au salaire minimum dans les zones rurales. En dépit de pratiques mafieuses et

de ratés notoires, elle a contribué à améliorer les revenus et les conditions de vie de 50 millions de foyers par an depuis 2008, soit environ un quart des ménages ruraux du pays. Le *Right to Information Act* (2005) a pour sa part contraint les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à plus de transparence et permis de mettre à jour des pratiques frauduleuses à petite et grande échelle. La Mission nationale pour la santé rurale, visant l'amélioration des soins de santé dans les zones rurales, fait aussi partie des programmes qui ont soulagé le quotidien de nombre de ménages vulnérables. Elle a contribué à apaiser le climat social en écartant le spectre des flambées de violence interconfessionnelle que le pays a connues notamment en 2002, lors du massacre de 2000 musulmans dans l'État du Gujarat que dirigeait alors Narendra Modi.

Paradoxalement, alors que les mesures sociales et redistributives ont fortement pesé dans la reconduction de la coalition au pouvoir en 2009, le gouvernement UPA n'a pas poursuivi dans cette voie. Il a plutôt fait la part belle au marché et aux approches managériales et technocratiques, dans un contexte économique devenu défavorable qui a exacerbé le mécontentement contre lui.

Le ralentissement soudain de l'économie a en effet irrité la minorité privilégiée, habituée depuis dix ans à une forte croissance économique. En réaction, le parti du Congrès a tenté une offensive de séduction en misant sur une stratégie du «tout à la croissance». Plusieurs secteurs encadrés de l'économie comme le commerce de détail ont été



Photo : Bruno Ricca,
2013

ouverts à des enseignes étrangères, telles Walmart et Carrefour, avides de nouveaux marchés. Une large opposition qui craignait pour les petits commerces locaux en raison d'une concurrence déloyale et une attitude réservée des investisseurs ont toutefois freiné le processus. Ensuite, afin de limiter le déficit public, des aides publiques ont été réduites, affectant les plus pauvres de même que la classe moyenne.

La fuite spectaculaire des investisseurs étrangers depuis mai 2013 a aussi joué. Le resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine en est une des causes, mais les faiblesses structurelles de l'économie indienne également. Parmi les plus importantes : le déficit d'infrastructures en matière de transport, d'approvisionnement énergétique et de réseaux de distribution d'eau. À cela s'ajoutent la corruption et les lourdeurs bureaucratiques qui ont nourri la méfiance des investisseurs et attisé le ras-le-bol de la population. Rappelons le scandale des Jeux du Commonwealth de 2010 : entre 300 000 et 400 000 personnes ont été expulsées des alentours de Delhi pour faire place à des installations flambant neuves, construites au prix de violations flagrantes des lois et normes du travail, avec une généralisation du travail des enfants.

NARENDRA MODI ET LE MODÈLE GUJARATI

Narendra Modi a donc su instrumentaliser à son avantage cette vague de mécontentement en martelant l'idée selon laquelle la coalition UPA avait « ruiné » l'économie indienne et que le BJP, à l'inverse, la ferait « prospérer ». Depuis son accession au poste de chef du gouvernement du Gujarat en

2001, Modi se démarque par une vision économique ultra-libérale qui séduit le monde des affaires – au point que certains le surnomment le « Reagan indien ». Dans cet État, les entreprises bénéficient d'aides fiscales, de subventions et de taux d'intérêt avantageux. Mais ces largesses ne sont pas sans conséquence sur l'endettement croissant du Gujarat au cours des dix dernières années et posent la question d'un développement à long terme. Modi est craint et critiqué en raison des désastres sociaux et environnementaux que ses politiques ont engendrés – près du quart de la population gujaratie, par exemple, vit sous le seuil de la pauvreté –, de son goût pour la centralisation du pouvoir et de sa posture d'ardent défenseur de l'*hindutva* (nationalisme extrémiste hindou) liée à ses attitudes antimusulmanes.

Les perspectives futures sont donc incertaines pour l'Inde. La « croissance inclusive » du dernier gouvernement UPA avait échoué tant sur le plan de la croissance que sur celui de l'inclusion. Qu'en sera-t-il avec le nouveau gouvernement de Modi ? Son leitmotiv actuel de la « croissance à tout prix » – intenable à l'échelle du pays et aveugle aux inégalités – et son rôle dans l'émergence d'un « capitalisme de connivence » qui favorise certaines entreprises, semblent une solution douteuse au phénomène de la corruption qu'il prétend combattre. Par ailleurs, sa position sur les minorités laisse craindre qu'il ne soit pas un porte-parole exemplaire des intérêts des plus faibles. Espérons toutefois, comme le souligne Ganesh Devy dans *Le Monde* du 16 mai dernier, que « la diversité indienne opère comme valve de sûreté contre toute forme d'idéologie d'exclusion ». ●